

Politique

Pourquoi Syriza et Podemos font trembler l'establishment

Corine Chabaud

Créé le 20/01/2015 / modifié le 26/01/2015 à 09h30

Les formations grecque et espagnole, nées de la crise, pourraient mettre fin au bipartisme. Syriza a remporté les élections législatives grecques le 25 janvier.

Le 25 janvier, des élections législatives anticipées ont eu lieu en Grèce. Syriza, la coalition de la gauche radicale emmenée par Aléxis Tsípras, a emporté le scrutin qui renouvellera la Vouli (le Parlement). Et mis en déroute les partis traditionnels : Nouvelle Démocratie (ND), le parti conservateur de l'actuel Premier ministre Antónis Samarás conduit par Théodore Fortsakis, crédité de 28 % des voix – contre 32 % à Syriza – et le Pasok, en pleine implosion, qui a gouverné le pays en alternance depuis la fin de la dictature des colonels en 1974.

En Espagne, le scrutin législatif devrait avoir lieu en novembre. Et la nouvelle formation Podemos (« Nous pouvons »), dirigée par Pablo Iglesias, est désormais donnée en tête devant le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), au pouvoir tour à tour depuis la chute de Franco. « En avant Alexis ! », twitte Pablo Iglesias ces jours-ci, certain que la victoire de Syriza ouvrira la voie du succès à Podemos. Sur Internet, il invite les Grecs à « voter pour un dirigeant qui défende la souveraineté nationale ». Et appelle les Espagnols à se rassembler à la Puerta del Sol, le 31 janvier, pour une « marche du changement » historique !

1. _____

Formation hétéroclite, Syriza, née en 2004, devenue un vrai parti politique en 2012, est issue notamment du parti Synaspismós, mais compte aussi d'anciens communistes et des écologistes. Syriza a engrangé 26,8 % des voix en juin

2012 aux élections législatives et 26,7 % en 2014 aux européennes. S'il arrive au pouvoir, malgré un bonus de 50 sièges donné au parti en tête, le parti devra sans doute chercher des alliés pour gouverner. Tel Dimar, petite formation de la gauche démocrate. Podemos, créé en janvier 2014 par des militants d'extrême gauche dont certains issus de la formation Gauche anticapitaliste, compte 200 000 sympathisants et 1 000 cercles où se mêlent surdiplômés et ouvriers. Il est l'héritier du mouvement des Indignés, surgi en 2011 de la crise. Il vise à « transformer l'indignation sociale née des politiques d'austérité de Bruxelles en processus électoral participatif ».

En mai 2014, il a raflé cinq sièges de députés européens. En mai 2015, aux municipales, Podemos ne présentera pas de listes mais, ici et là, des candidats issus de ses cercles participatifs. « Ces partis émergent des limites du système bipartisan. Ils sont connectés aux masses et ont une culture syncrétique distincte du dogmatisme inflexible de la gauche traditionnelle », analyse Noëlle Burgi, politologue et sociologue, chargée de recherche au CNRS, qui a dirigé l'ouvrage collectif *La Grande Régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe* (le Bord de l'eau, 2014).

2. _____

Aléxis Tsípras, 40 ans, ingénieur civil, est né à Athènes. Il est le fils d'un petit entrepreneur du bâtiment. Son goût pour la politique, venu au lycée, s'est confirmé à l'université polytechnique d'Athènes, aux côtés de Peristera, devenue son épouse et la mère de ses deux fils. Il a été le premier secrétaire de la jeunesse de Synaspismós. Depuis 2008, il préside Syriza. Il est aussi vice-président à Strasbourg du Parti de la gauche européenne. Il roule en Vespa et parle un anglais basique.

Charismatique, ce beau gosse parle sans notes et galvanise les foules. Des qualités qu'il partage avec Pablo Iglesias, 36 ans. Né à Madrid, dans le quartier populaire de Vallecas, le député européen élu en 2014 a fait ses armes à l'Union des jeunesses communistes d'Espagne (UCJE). Il est le fils d'une avocate syndicaliste et d'un inspecteur du travail socialiste, mais surtout le petit-fils d'un républicain condamné à mort par les franquistes, puis gracié. Professeur de sciences politiques à l'université Complutense de Madrid, queue-de-cheval et barbichette soignée, il séduit surtout par son éloquence et son

culot. Sa compagne, adepte des diatribes contre les élites corrompues, partage ses idées.

Cet automne, il a été élu à la tête de Podemos avec 88 % des voix. Il anime l'émission de télévision la Tuerka, où il débat avec des pointures, tel l'économiste Thomas Piketty. Alexis Tsípras et Pablo Iglesias, qui dénoncent le mépris dont sont victimes « les Méditerranéens » de la part de Bruxelles, marient pragmatisme et réalisme et s'abstiennent de références à la dichotomie gauche-droite, au grand dam des marxistes. Leurs bêtes noires ? Les « militants de la finance internationale » : Antónis Samarás, François Hollande, Angela Merkel, etc.

3. _____

Deux millions de Grecs (sur 11 millions au total) vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les salaires et les retraites ont chuté d'environ 40 % depuis 2010. Le taux de chômage est très élevé (25 %) et celui des jeunes astronomique (60 %). Syriza préconise donc des mesures sociales : instauration d'un salaire minimal à 750 €, électricité gratuite pour 300 000 familles, accès aux soins gratuits pour les chômeurs, distribution de coupons alimentaires, restauration du droit du travail, etc.

Le parti veut en découdre avec l'oligarchie. Il demande la recapitalisation des banques, un moratoire sur les dettes privées, et surtout une renégociation de la dette publique grecque, qui atteint 175 % du PIB, voire un effacement d'une partie de la dette, « comme l'Allemagne en 1953 ». Il veut en finir avec les réformes drastiques imposées par Bruxelles et la « troïka » (Commission européenne, FMI et Banque centrale européenne). Syriza souhaite un moratoire sur le paiement des intérêts de la dette. Quant à la sortie de la Grèce de l'euro (« Grexit »), « elle n'est plus au programme de Syriza depuis longtemps », confirme Noëlle Burgi. Podemos ne la souhaite pas non plus. « La campagne qui dénonce un très grand danger pour l'Union européenne si Podemos et Syriza arrivent au pouvoir est d'abord motivée par une crainte politique : la montée des partis anti-système », analyse encore la politologue.

Comme Syriza, Podemos reste proeuropéen. Et veut renforcer la démocratie. En Espagne (47 millions d'habitants, 25 % de chômage), Podemos veut réformer les impôts, défendre les services publics, développer des politiques d'emploi par l'investissement, passer aux 35 heures, s'opposer au

recul de l'âge de la retraite à 67 ans, instaurer une Assemblée constituante. Mais aussi « récupérer des attributions souveraines concédées à Bruxelles » et renégocier la dette. Podemos veut en finir avec la corruption des élites, « la caste », à l'heure où la justice a ouvert 2 000 instructions. Et imposer un référendum sur la monarchie discréditée. Parce qu'ils ont lissé leur discours, Alexis Tsípras et Pablo Iglesias sont contestés en interne. « Pas assez à gauche pour certains », note Noëlle Burgi. Ils citent le « modèle nordique » égalitaire plus volontiers que les exemples bolivien et vénézuélien. Mais suscitent, malgré tout, l'animosité des dirigeants classiques et du patronat. ils sont aussi parfois menacés de mort.